



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°31 – du 1<sup>er</sup> au 7 octobre 2021

## Fait marquant : Plus de 200 investisseurs sont attendus au *Global Investment Summit*

Prévu le 19 octobre, en amont de la COP26, [le sommet](#) sera l'occasion pour le gouvernement britannique, sur le modèle des sommets *Choose France*, de réunir près de deux cent investisseurs internationaux, de promouvoir l'attractivité du Royaume-Uni tout en espérant attirer plusieurs milliards d'investissements verts sur le territoire britannique. Alors que de

nombreux patrons de grandes banques, ou fonds d'investissements, comme Goldman Sachs, JPMorgan, BlackRock et Blackstone, ont été conviés, la famille royale sera également partie prenante en organisant un dîner au château de Windsor. Par ailleurs, au vu de l'annonce récente d'un accord de 10Md£ entre l'*Office for Investment* britannique et le fonds souverain Mubadala, les représentants de Mubadala ainsi que ceux du fonds souverain singapourien GIS sont également attendus.

Le *Department for International Trade* a également annoncé hier la présence de douze entreprises dédiées aux technologies vertes qui présenteront les « avancées majeures » dans les domaines des énergies renouvelables ainsi que dans les technologies vertes. A ce titre, seront présentés le modèle d'avion tout-électrique de Rolls Royce, les turbines marémotrices de Orbital Marine

### LE CHIFFRE À RETENIR

1,62 M

C'est le nombre d'employés qui bénéficiaient encore du dispositif de chômage partiel fin août.

Power et les bus hydrogène à deux étages de Wrightbus. Le Secrétaire d'Etat à l'investissement Lord Grimstone estime que la présence de ces entreprises révélera le Royaume-Uni comme le « *centre mondial des technologies vertes* ».

Ainsi, les deux principaux sujets de discussion porteront sur la finance et les technologies vertes et en particulier la création de *gigafactories* destinées à la fabrication de batteries pour véhicules électriques. Selon la ministre au Commerce international, Anne-Marie Trevelyan, ce sommet d'investisseurs aura « *un impact réel et profond sur la compétitivité du Royaume-Uni, notamment dans les industries vertes du futur* ». Le gouvernement pourrait également profiter de l'événement pour dévoiler tout ou partie de sa stratégie de financement visant à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 (*Net Zero Review*).

## Actualité macro-économique

**R. Sunak met l'accent sur la responsabilité budgétaire lors de son allocution au Congrès du parti conservateur** – Le Chancelier a déclaré qu'un emprunt public excessif était « immoral » et qu'il souhaitait retrouver une trajectoire saine pour les finances publiques, justifiant ainsi sa décision d'augmenter les impôts pour financer la réforme du financement du secteur de la santé. Il a également confirmé qu'il souhaitait créer de « bons emplois » et inciter une hausse des salaires, plutôt que de créer une population dépendante des allocations sociales. R. Sunak n'a que peu mentionné les problèmes rencontrés sur les chaînes logistiques et la pénurie de main d'œuvre, préférant rappeler qu'il était fier d'avoir voté en faveur du Brexit et que « l'agilité, la flexibilité et la liberté engendrées par le Brexit seraient plus importantes pour une économie mondiale du 21<sup>e</sup> siècle que la seule proximité d'un marché ».

**Le Chancelier a dévoilé de nouveaux financements à hauteur de 500 M£ pour son initiative *Plan for Jobs*** – Cette annonce fait suite

aux critiques concernant la perte de revenus disponibles pour les ménages suite à la suppression du chômage partiel et des allocations sociales complémentaires fin septembre. Le *Plan for Jobs* regroupe plusieurs objectifs dont la réinsertion des employés ayant perdu leur emploi suite à la suppression du chômage partiel (*Job Finding Support*), un soutien renforcé apporté aux plus de 50 ans recherchant un emploi, l'extension du dispositif *Job Entry Targeted Support* jusqu'en septembre 2022 (soutien pour les chômeurs de plus de trois mois), ainsi que l'extension de différents programmes d'aides à l'emploi des jeunes (*Kickstart Scheme, Youth Offer*, primes à l'embauche d'apprentis). Lors de son discours au Congrès du parti conservateur, il a également annoncé la création de 2 000 bourses d'études dans le domaine de l'intelligence artificielle dédiées à des jeunes défavorisés.

**L'augmentation des salaires ne serait qu'un effet conjoncturel** - Selon l'*Office for National Statistics*, les salaires auraient augmenté entre 3,6 % et 5,6 % en juillet en glissement annuel, en prenant la mesure de croissance des salaires sous-jacente, qui rectifie les effets de base et de composition observés en raison de la pandémie. On observe cependant de grandes divergences

entre emplois: selon un panel de directeurs d'entreprises interrogés par la Banque d'Angleterre, les salaires auraient augmenté entre 10 et 40 % pour les emplois difficiles à pouvoir (par exemple les chauffeurs de camions) contre 2-3 % pour les autres secteurs. Ces emplois sont pour la plupart dans les quintiles de revenus bas, les immigrés constituant auparavant la majeure partie de la main d'œuvre de ces secteurs. Cela a conduit B. Johnson à déclarer que la hausse des salaires reflétait le début de la restructuration du marché du travail britannique vers une économie à « hauts salaires, hautes qualifications et haute productivité ». La *Resolution Foundation* a cependant indiqué que l'augmentation des salaires ne coïncidait pas avec une hausse de la productivité, ce qui signifie qu'elle ne serait due qu'à des facteurs conjoncturels. Le think-tank a également mis en garde contre l'inflation, qui devrait dépasser 4 % avant la fin de l'année, et effacerait ainsi les gains de salaires pour une grande partie de la population.

## Actualité commerce & investissement

**Le ministre du Brexit David Frost fait planer la menace de l'article 16** - Lors de son discours au Congrès du parti conservateur, D. Frost a estimé que le Royaume-Uni ne pouvait pas « attendre éternellement », et a réitéré le besoin de « changements significatifs » au sein du Protocole en demandant à l'Union européenne d'être ambitieuse. Pour rappel, l'article 16 du Protocole nord-irlandais permet à l'une des deux parties d'adopter unilatéralement des mesures de sauvegarde si les dispositions du protocole engendrent de « graves difficultés économiques, sociétales, ou environnementales susceptibles de persister ». D. Frost a également profité de son discours pour réaffirmer l'opportunité que représentait le Brexit en considérant que le Royaume-Uni a mis un terme au « long mauvais

rêve de l'adhésion à l'UE ». En réponse au discours de D. Frost, le vice-président de la Commission européenne Maroš Šefčovič a rappelé que la mise en œuvre du Protocole exigera des compromis des deux parties et que les menaces britanniques ne facilitaient pas la discussion. Il a également déclaré que le paquet de solutions préparé par la Commission sera « ambitieux » et devrait être finalisé la semaine prochaine. En revanche, Maroš Šefčovič a également indiqué que ce paquet ne devrait pas être perçu comme « à prendre ou à laisser » et devrait marquer le début de discussions approfondies entre l'UE et le Royaume-Uni à partir de la fin du mois d'octobre.

**La ministre au commerce international Anne-Marie Trevelyan promeut les opportunités du libre-échange pour les exportations britanniques** - Dans le cadre du Congrès du parti conservateur, la ministre Anne-Marie Trevelyan a rappelé l'agenda commercial britannique avec le début des négociations sur l'adhésion britannique au CPTPP (accord de partenariat transpacifique) et les prochaines négociations avec le Canada et le Mexique. Sans marquer une rupture avec l'ère de sa prédécesseuse Elizabeth Truss, la nouvelle ministre Anne-Marie Trevelyan évoque un « DIT 2.0 » se traduisant par une liberté de choix dans de nouvelles relations commerciales et marquant, ainsi, le début d'une véritable politique commerciale indépendante. Au sujet d'un futur accord avec les États-Unis, Elizabeth Truss, ancienne ministre au commerce international, a récemment indiqué que ce dernier n'était pas « la panacée » (« *be all and end all* ») pour les Britanniques au vu des autres négociations en cours.

**Le commerce a contribué à hauteur de 1 point de pourcentage à la croissance globale du PIB au deuxième trimestre** - Alors qu'initialement l'estimation précédente attribuait une contribution négative au commerce (-0,9 pp), les conséquences du Brexit sur les exportations de marchandises semblent être moins conséquentes que prévu. Plus précisément, la croissance des exportations d'un trimestre à l'autre a été révisée à la hausse, passant de 3,0 % à 6,2 %, soit 2,2 % inférieur à leur niveau du T4

2020. A l'inverse, la croissance des importations a été revue à la baisse à 2,4 % au lieu de 6,5 % initialement. Néanmoins, selon le cabinet de conseil Panthéon Macroeconomics, les exportations britanniques ne bénéficient pas entièrement de la reprise mondiale post-pandémique en raison des obstacles résiduels liés au Brexit.

## Actualité financière

### 1 Réglementation financière et Marchés

Selon [CityAM](#), les investissements en capital risque ont atteint 4,9 Md de dollars dans les **fintechs britanniques au troisième trimestre** - L'investissement en capital-risque dans les *fintechs* britanniques a attiré près de 11,4Md de dollars depuis le début de l'année, soit près du double comparé à 2020. Cette augmentation s'explique par exemple par la levée de fonds de 1,2 Md de dollars de *Cinch* en mai dernier et par la levée de fonds de 800M de dollars de *Revolv* en juillet dernier. Près de la moitié des investissements en capital risque dans les *fintech* britannique sont originaires des Etats-Unis.

**Les firmes de *private equity* paient des primes records pour le rachat d'entreprises publiques** - Les primes proposées pour le rachat d'entreprises cotées en bourse ont battu de nouveaux records cette année, parfois 70 % supérieures au prix de la part boursière, reflétant la différence qui se creuse entre les groupes de *private equity* dont la liquidité abonde et les flux vers les marchés qui diminuent. Cette année, les entreprises cotées au Royaume-Uni ont en moyenne été rachetées avec une prime de 47 %, contre 45 % en Europe et 42 % aux Etats-Unis. Récemment, le rachat de la chaîne de supermarché *Wm Morrison* s'est effectué avec une prime de 61 %. Bien que les primes aient atteint des niveaux records, certains

investisseurs estiment que les entreprises sont en réalité sous-évaluées et que les primes reflètent cet état du marché.

### 2 Banques et assurances

**Deux enquêtes révèlent les inégalités salariales entre hommes et femmes ainsi que les discriminations raciales dans le secteur de la finance** - La première enquête menée par le [FT](#) révèle que l'écart des salaires entre hommes et femmes se creuse dans les banques et les cabinets d'avocats. Cet écart varierait entre 34% et 48% et s'est creusé par rapport aux années 2018 et 2019. Ces écarts sont principalement justifiés par la faible représentation des femmes dans les postes de direction, et donc les emplois les mieux rémunérés. S'agissant de la discrimination raciale, le rapport *Race to Equality* cité par [le Guardian](#) indique que deux travailleurs sur trois issus de minorités ont été victimes de discrimination sur leur lieu de travail révélant, ainsi, les lacunes des programmes de diversité au sein de la City de Londres. A cet égard, près de 41% des travailleurs interrogés estiment que leur employeur ne s'engage pas pleinement à établir un environnement inclusif. Cette enquête fait écho au [rapport](#) de juillet dernier publié par la *Financial Conduct Authority* révélant que moins d'un poste de direction sur dix était occupé par des minorités.

**La Banque d'Angleterre encourage le secteur financier britannique à participer à l'initiative d'exercice de prévention visant à tester ses mécanismes de cyberdéfense** - Ce projet est supervisé par le *Cross Market Operational Resilience Group*, coprésidé par la Banque d'Angleterre et le groupe industriel UK Finance. Initialement prévue pour 150 entreprises, cette initiative est pour la première fois étendue et promue à l'ensemble du secteur financier sans considération de la taille des entreprises. Pour mémoire, le secteur financier doit soumettre à la Banque d'Angleterre d'ici mars 2022 des plans détaillés relatifs aux risques de cyberattaque.

### 3 Audit

**Le Financial Reporting Council (FRC) a reçu des appels à publier son rapport sur la qualité des audits** – Suite à son annonce de juillet que 29 % des 103 audits qu'il avait évalué nécessitaient des améliorations, le FRC a reçu une lettre demandant à ce que les noms des entreprises affectées par la qualité insuffisante des audits soient publiés. Le FRC publie une note sur la qualité des audits réalisés par les sept plus grands cabinets mais ne donne pas le détail par entreprises auditées. Les signataires de la lettre, qui incluent les groupes *Spotlight on Corruption*, *the Corporate Accountability Network*, *the Global Legal Action Network* et *Project on Government Oversight*, ont indiqué que le fait de

ne pas nommer les entreprises affectées risquait d'affaiblir la confiance accordée à tous les états financiers signés par des cabinets comptables. La semaine dernière, le FRC a attribué une amende de 2,3 M£ au cabinet Grant Thornton pour un « manque sérieux d'expertise » lié à leur audit de l'entreprise Pâtisserie Valérie en 2019, qui avait déposé bilan fin 2019 suite à une fraude suspectée. Le FRC n'avait en revanche jamais publié les résultats de cet audit, ce qui signifie que les investisseurs et les fournisseurs n'avaient pas été mis au courant des problèmes en amont du dépôt de bilan. Selon la législation actuelle, le FRC n'est pas autorisé à publier le nom des entreprises dont les audits manquent de qualité sans leur autorisation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres  
Rédacteurs : Quentin Bon, Jeanne Louffar, et Sophia Milliaud  
Revu par Thomas Ernoult  
Pour s'abonner : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)